

"Il va bien falloir prendre parti dans la guerre en cours, entre les managers et les alliés du vivant"

D'un côté la biodiversité disparaît à grande vitesse, à cause des pesticides, du bétonnage et de la déforestation industrielle. De l'autre, de plus en plus de populations et territoires se soulèvent contre ces projets funestes. Dans son ouvrage *Être Forêts, habiter des territoires en lutte*, le philosophe et bâtisseur Jean-Baptiste Vidalou se penche sur la forêt, lieu de résistances à l'exploitation de la terre et des hommes, défendue par "ceux qui élaborent et font vivre des communs" : "Un monde pluriel, attaché à des territoires, des animaux, des plantes, un monde qui favorise l'hétérogénéité du vivant plutôt que l'homogénéisation capitaliste." Entretien.

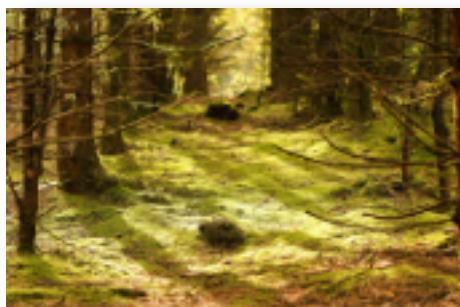


Photo : forêt des Ardennes / CC VP photography

Basta ! : Forêt de Rohanne sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes, Bois Lejuc à Bure, forêt de Bialowieza en Pologne... La forêt est-elle un nouveau terrain de luttes ? Est-ce pour cela que vous vous y intéressez ?

► **Jean-Baptiste Vidalou**¹ : Je me suis intéressé à l'histoire des forêts d'abord parce que j'ai vécu dans l'une des plus belles forêts de France, la forêt cévenole. J'y ai passé plus de quatre ans en plein milieu d'une châtaigneraie. C'est quelque chose d'assez fort, une expérience sensible qui traverse les couches profondes de l'être. Ce qui m'a intéressé dans les forêts, dans cette réalité sensible, c'est non seulement la profusion des formes de vie qui l'habitent, mais aussi son hybridation. Il faut savoir que dans les Cévennes, la forêt de châtaignier était considérée par les anciens comme un verger. Ce n'est qu'avec la déprise agricole et les maladies de l'arbre que ces vergers se sont transformés en forêts "abandonnées".

Ce qui pour le touriste apparaît comme sauvage est pour le paysan une friche. C'est là que les choses deviennent intéressantes car, bien sûr, de nouvelles pratiques naissent dans ces "friches". Des pratiques de cueillette, d'autres formes de travail en forêt, du débardage animal, ou encore une foresterie respectueuse des sols voient le jour, ainsi que tout un tas de gens qui sont prêts à y rebâtir des ruines, à reprendre des activités agricoles. Et surtout, à le faire collectivement, en recréant du lien, en politisant l'ancrage et les manières d'habiter. C'est en fait un certain retour, non pas à la terre, mais sur terre.

¹ Jean-Baptiste Vidalou, bâtisseur en pierre sèche et agrégé de philosophie, est l'auteur de l'ouvrage *Être forêts*, publié fin 2017 au label Zones des éditions La Découverte.

Il faut, je crois, en finir avec cette idée d'une forêt vierge à préserver. Les forêts primaires n'existent plus en France ! Ce qu'il faut défendre ce n'est pas un passé plus ou moins mythologique mais un rapport vivant à ce qui est là, pleinement là, entre nos mains, sous nos pieds, autour de nous, et en nous. C'est bien ce rapport indivisible au monde qui, aujourd'hui, contient une charge politique phénoménale. À la Zad de Notre-Dame-des-Landes et partout sur les territoires en lutte, des gens se battent, parfois au risque de leur vie, non seulement contre tel ou tel "projet inutile", mais précisément pour une vision enfin située du monde. Non pas le monde un et universel du modèle occidental — économique, managérial par excellence — mais ce que les zapatistes, par exemple, appellent "un monde qui contient de multiples mondes". C'est-à-dire un monde pluriel, attaché à des territoires, des animaux, des plantes, un monde qui favorise l'hétérogénéité du vivant plutôt que l'homogénéisation capitaliste.

Parmi les luttes du passé qui se sont déroulées dans les forêts, vous vous êtes intéressé en particulier à l'exemple des Camisards, des paysans protestants des Cévennes au tout début du 18^{ème} siècle². En quoi est-il exemplaire ?

► La mise en gestion historique des forêts n'est pas propre aux Cévennes. Cela s'est produit sur tout le territoire français et européen. Le début de l'aménagement du territoire, tel qu'il a été appliqué sur les vallées considérées comme trop enclavées des Cévennes, correspond à l'époque de la guerre des Camisards. Néanmoins, dans cette guerre, on ne peut pas parler de revendications paysannes propres à la gestion forestière, comme cela sera clairement le cas pour la guerre des demoiselles en Ariège, en 1830³. La guerre des Camisards, ou plutôt cette guérilla, a pris la forêt comme champ de bataille pour des raisons tactiques : la forêt ouvrait un éventail de cachettes infinies. Elle était aussi le lieu des assemblées clandestines, comme par ailleurs les grottes qui offraient des lieux de rendez vous pour se rassembler, prier, conspirer, s'organiser.

Mais les Camisards ont réussi à faire venir la forêt, ou si l'on préfère l'"effet forêt", dans les plaines, les villes, en se déguisant, en créant des embuscades. C'est évidemment cet usage de l'opacité naturelle comme principe d'autodéfense que le pouvoir royal attaqua en perçant des routes dites "pénétrantes", plus larges que les chemins muletiers pour désenclaver et donc mieux contrôler le territoire cévenol. Et c'est encore la même dynamique à l'œuvre aujourd'hui dans tous les projets d'infrastructure : contrôler les voies de communication, c'est contrôler les choses et les êtres qui y circulent. C'est ce que les experts appellent le "maillage territorial".

Dans de nombreuses luttes – Zad de France, Val de Suse en Italie, mouvement contre un projet d'aéroport au Mexique... – on se bat d'abord pour un territoire. S'agit-il de quelque chose de réellement nouveau ?

► Cela a sans doute toujours existé, mais le fait politique majeur des dix dernières années est que les luttes les plus intéressantes, et celles qui durent, sont des luttes territoriales. Sans doute parce que notre rapport à la terre, je veux dire à la terre non comme entité globale, non comme système à gérer, non

² Les Camisards, paysans protestants des Cévennes, ont déclenché une guérilla contre le pouvoir royal en 1702, en réponse aux persécutions que subissaient les protestants depuis la révocation de l'Édit de Nantes, en 1685.

³ En 1829, le roi de France Charles X décide de reprendre aux communes le sol domanial en instaurant une nouvelle administration forestière. Dans l'Ariège, les paysans s'insurgent. Ils attaquent, déguisés en femmes, les grands propriétaires, les gardes forestiers, les gendarmes.

comme méga-machine, mais la terre comme réalité sensible à laquelle il s'agit de se lier et de penser avec. Ce rapport politique à l'élément terrestre est devenu incontournable. Et ce n'est plus qu'une question d'écologie laissée aux seuls partis ou associations censées représenter et gérer ces problèmes, mais une perception commune de plus en plus partagée.

Face à l'aménagement et à sa caste d'experts hors sol — qui entend faire perdurer sa vision d'une nature à transformer pour les seuls besoins de l'humain et de son progrès, quoiqu'il en coûte — les "terrestres", ceux qui luttent, ceux qui défendent un territoire, ceux qui élaborent et font vivre des communs, disent "Non, vous ne passerez pas avec vos machines et votre police, détruire nos habitats, détruire nos animaux, détruire nos jardins, détruire nos corps" ! C'est quelque chose qui sera toujours réactualisé malgré les défaites et les blessures. Parce qu'il s'agit — ni plus ni moins — d'une guerre au vivant.

Quel rôle joue aujourd'hui notre imaginaire de la forêt dans ces luttes ? Y a-t-il un imaginaire commun de la forêt qui circule et les alimente, de Nantes au Mexique ?

► C'est une question compliquée car l'imaginaire est difficilement généralisable, et encore moins délocalisable. Il est clair que des imaginaires communs circulent, mais ils circulent par des canaux trans-historiques, et le plus souvent invisibles. Peu importe la séparation des siècles ou de la géographie, il y a toujours des événements qui font retour et irriguent notre présent. Entre le Black act en Angleterre [loi adoptée par le Parlement anglais en 1723, qui punit de pendaison le braconnage des cerfs dans les forêts royales et les parcs seigneuriaux] au 18^{ème} siècle, la guerre des demoiselles au 19^{ème} en Ariège, les résistants des marquis antifascistes des Cévennes, des hérétiques des montagnes alpines du 13^{ème}, des esclaves marrons en fuite trouvant refuge dans les forêts, quel imaginaire commun⁴ ? Sinon celui de zones où des formes de résistance se sont constituées très précisément contre les pouvoirs dominants ?

Un imaginaire commun qui — du mouvement contre la ligne à grande vitesse Lyon-Turin, contre l'aéroport et son monde à Notre-Dame-des-Landes, contre un Center parc à Roybon, contre un centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure, contre un méga-transformateur dans le sud Aveyron — dit que nous ne voulons pas de ces projets, et que nous sommes porteurs d'une autre vision du monde absolument incompatible avec celle de l'économie. Mais il faut dire que partout ces rencontres se font, partout où des personnes se lèvent et s'insurgent. Ce n'est qu'un début. La solidarité internationale pendant les phases d'expulsion de la Zad l'a assez montré malgré les 2500 gendarmes mobilisés sur zone comme une véritable armée avec ses tanks, ses drones, ses grenades "GLI F4".

Votre livre se veut aussi une charge contre l'aménagement du territoire, dans lequel, dites-vous, "l'ingénieur est l'allié du militaire"...

► Oui, c'est un lien historique qui doit être remis en lumière aujourd'hui. Dès le 12^{ème} siècle, l'"ingeniator", est celui qui procède au "proujet", c'est-à-dire à la reconnaissance avancée d'une place en vue de son siège. L'ingénieur est d'abord un inventeur d'engins de guerre, un planificateur de forts. C'est encore ce

⁴ Le Black Act est une loi adoptée par le Parlement anglais en 1723, qui punit de pendaison le braconnage des cerfs dans les forêts royales et les parcs seigneuriaux. La peine de mort est bientôt étendue au simple fait de venir y ramasser du bois ou de la tourbe. La loi ne sera abrogée qu'en 1827. Lire à ce sujet *La guerre des forêts. Luttes sociales dans l'Angleterre du XVIII^e siècle*, La Découverte, 2014.

lien entre la figure de l'ingénieur et celle du militaire qu'il s'agit de repérer dans toutes les entreprises de management qui marchent à présent sur les ruines du monde social. Si l'on veut comprendre quelque chose à la politique macroniste, c'est à ce niveau très précis. Macron ne s'est pas identifié publiquement, dès son élection, à la figure historique de Saint-Simon sans reprendre à son compte le prêche de la "religion industrielle" qui allait voir, dès le début du 19^{ème} siècle, s'affirmer l'alliance entre les banques et les grands constructeurs de réseaux, chemins de fers en tête.

Toute l'histoire du management moderne, de la conduite entrepreneuriale, et de la gouvernance, est attachée à la figure de l'ingénieur polytechnicien telle que portée par le saint-simonisme, dont le but avoué était de retirer le pouvoir des mains du politique pour le donner aux industriels. L'aménagement du territoire tel qu'il est organisé aujourd'hui n'est qu'une application de cette pensée planificatrice.

Vous critiquez aussi les parcs naturels. Ne sont-ils pas, pourtant, un outil de préservation de la forêt et des territoires ?

► Les parcs naturels ne sont qu'un symptôme d'un phénomène plus large. Ce phénomène est celui de la "préservation des ressources", mais une "préservation" qui historiquement, autour des 17^{ème} et 18^{ème} siècles, avec la naissance de la foresterie moderne en Allemagne et en France, est d'abord liée à l'exploitation accélérée de ces ressources. L'idée même de "développement durable" que nous héritons de cette époque est une idée d'économistes, consistant à savoir comment augmenter ce qui est appelé les "richesses renaissantes", sans détruire les "biens-fonds", c'est-à-dire les ressources naturelles elles-mêmes, comme une forêt par exemple. Préserver et exploiter sont deux faces d'une même pièce, les deux pôles d'un même processus économique : **mettre le vivant en calcul.**

Aujourd'hui, la gestion globale de la biodiversité possède sa propre histoire qui remonte aux discours cybernétiques sur le vivant, compris comme une grande machine faite de boucles de rétroaction. Ce qui par ailleurs n'a rien à voir avec la multiplicité incalculable des formes de vie qui font un milieu riche en biodiversité. On retrouve, in fine, la vieille dogmatique de l'économie qui consiste à mettre en équivalence ce qui est sans équivalence. Jusqu'à en arriver aux folies chiffrées des mécanismes de compensation : une zone humide détruite ici serait dite équivalente avec une autre zone considérée comme préservée ailleurs, et donc la destruction peut être dite "compensée". Elle peut entrer dans un système monétaire, qui est un système abstrait. C'est avec cette pensée de l'abstraction qu'il faut en finir.

La cohabitation entre forêts "sauvages", et forêts en partie destinées aux loisirs et à l'exploitation est-elle impossible ?

► Je ne suis pas un nostalgique de la forêt sauvage. Le "sauvage" est un concept occidental, qui constitue un dispositif de distanciation par rapport à la nature, qui sera soit préservée, dans les parcs par exemple, ou bien exploitée. Dans les deux cas, les habitants y sont de trop, comme ce fut le cas des indiens qui se sont fait expulser ou tuer pour la création du premier parc national des États-Unis, le Yellowstone. Ce qu'il y a toujours eu, en revanche, ce sont des usages quotidiens que les communautés villageoises ont entretenus avec les forêts. Des usages coutumiers, des rituels, des imaginaires, des contes, du pâturage en sous bois, du jardinage forestier.

C'est ce que pratiquent encore bien des peuples et c'est ce que certains groupes, qui repensent leur lien à la terre, essaient d'imaginer en termes de "communalités" où le travail collectif en forêt n'est pas incompatible avec la flânerie, la botanique, la construction ou l'autodéfense. Je pense évidemment aux Zad. Lorsque l'aménagement du territoire, en revanche, découpe la terre en différents pôles industriels, récréatifs ou sanctuarisés, il brise ce monde pour en sortir de la valeur : valeur marchande, valeur touristique, valeur de biodiversité... La valeur, voilà la prédation. Ce qui est certain c'est que la "bonne cohabitation" du capitalisme avec cette planète, elle, n'est pas possible.

Parmi les grands projets qui font face à une forte résistance aujourd'hui en France, il y a la centrale à biomasse de Gardanne. Vous critiquez sévèrement la production d'énergie à partir du bois, et l'idée même de "transition énergétique". Pourquoi ?

► Pour commencer, le bois énergie est une aberration énergétique puisque son rendement n'est que de 30%. C'est-à-dire qu'il faut brûler trois arbres pour que le dernier produise de l'électricité. Les deux premiers partent en pure perte. Ensuite c'est une catastrophe au niveau de l'approvisionnement. La centrale à biomasse de Gardanne, près de Marseille, nécessite pas moins de 850 000 m³ de bois par an, du bois qui vient d'ailleurs pour le moment du Brésil et du Canada. Et on parle d'énergie verte... C'est absurde ! Il s'agit bien d'une même logique extractiviste qui saisit la planète entière comme un gigantesque stock de ressources à extraire pour les besoins de la méga-machine capitaliste. Il n'est qu'à observer comment opère l'industrie forestière, par exemple dans le Limousin, pour se rendre compte des ravages sur les sols et les rivières. Il s'agit là du premier problème : ce système considère le vivant comme un réservoir dans lequel puiser, à l'infini. Le discours officiel sur les énergies renouvelables cache ce fait majeur : la production électrique à partir des ressources renouvelables, biomasse en tête, poursuit le même mécanisme fossile, car toutes les infrastructures sont pensées depuis ce paradigme historique.

Il n'y a en fait jamais eu de transition dans l'histoire des énergies, mais toujours des additions. Une forme d'énergie s'intégrant à l'autre. Nous n'avons jamais consommé autant de charbon qu'aujourd'hui... Aussi, il n'y a pas d'énergie verte sans la masse des ressources extraites aux quatre coins de la planète, pour faire du bois-énergie en France avec des arbres du Canada et du Brésil. Prenons aussi le cas d'une éolienne de 150 mètres de haut, imaginez ce qu'il faut pour une seule de ces machines : des tonnes de béton pour le socle, une armée de camions et de tractopelles, des quantités astronomiques de ferraille, beaucoup de cuivre, des métaux rares pour les aimants permanents des turbines, dont on sait les effets catastrophiques de l'extraction sur les populations qui habitent autour des mines. Pour que nos villes "smart" et nos réseaux intelligents fonctionnent il faut "invisibiliser" toute cette machinerie gigantesque. Et cette machinerie n'a rien de "propre".

Les personnels de l'Office national des forêts ont entamé un mouvement social contre la privatisation et l'industrialisation des forêts françaises. Qu'en pensez-vous ?

► Ce que je sais de ce mouvement, certes minoritaire chez ce grand corps d'État très vieux et très intégré, c'est qu'il se fonde, comme partout ailleurs dans le monde du travail, sur une critique du taylorisme. Car là aussi il faut faire du chiffre, du chiffre avec des arbres. Le taylorisme appliqué à ce métier en est arrivé à transformer le forestier en manager et le bûcheron en technicien. D'ailleurs les coupes s'effectuent de plus en plus avec des machines surpuissantes, capable de couper, ébrancher, débiter un arbre en

quelques secondes. On voit tout de suite le genre de dégâts sur les sols que ces abatteuses à tête multifonctionnelle peuvent entraîner. Une fois de plus, c'est un problème éthique : quel sens y a-t-il à "opérer en forêt" depuis une cabine de pilotage, tellement extérieure au milieu qu'on est en train de ravager ?

C'est la pensée qui réduit le vivant à de la pure ressource à extraire, et l'ouvrier à un agent rationnel de cette extraction. Si on veut ouvrir des chemins moins funestes, il faudra bien en finir avec cette folie de la raison économique et prendre parti dans la guerre en cours. La guerre entre les managers et les alliés du vivant.

Propos recueillis par Rachel Knaebel